

Commission : Conseil de Sécurité historique

Question : 1990 : Comment accompagner les transitions démocratiques au sortir de la Guerre Froide ?

Auteur : République du Zaïre

---

La République du Zaïre se retrouve actuellement sous un régime autoritaire de type présidentiel mené par Joseph-Désiré Mobutu depuis 1965 et a adopté sa nouvelle constitution en 1967. Le titre officiel de Mobutu est Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga, ce qui veut dire « Mobutu le guerrier qui va de victoire en victoire sans que personne ne puisse l'arrêter ». Il existe actuellement un parti politique unique ; le MPR (Mouvement populaire de la révolution).

Le Zaïre a atteint l'indépendance le 30 juin 1960, donc environ 30 ans avant notre réunion. Le Zaïre connaît les difficultés de la transition d'un pays non-démocratique à un pays démocratique comme peut-être aucun autre pays présent ici. La population zaïroise plus âgée se souvient encore des problèmes que posaient l'indépendance, même si avant c'était beaucoup plus dur. La proportion âgée de la population est quand même très petite, ce qui est un des effets du colonialisme.

Néanmoins, le Zaïre met beaucoup d'importance sur le recours à l'authenticité et valorise les langues nationales congolaises ; le tshiluba, le swahili, le kikongo et le lingala. Ceci s'applique aussi aux noms des villes, lacs et fleuves au Congo qui ont été rebaptisés en noms d'origine africaine par Mobutu. La doctrine officielle de l'État est le mobutisme. Le Zaïre a aussi adopté une nouvelle unité monétaire en 1967 ; le zaïre. La République du Zaïre estime donc que c'est très important d'avoir un sentiment de communauté au sein d'un pays et de garder ou rétablir en cas de colonisation, comme ça a été le cas pour ce pays, la connexion avec ses racines.

En ce qui concerne la transition à une démocratie dans certains pays actuellement, le Zaïre proposerait la nomination d'un représentant spécial et puissant de l'ONU afin d'éviter la corruption qui surgira certainement. Un budget auxiliaire en lien avec le représentant qui détermine l'utilisation du budget serait décisive pour garantir la future liberté financière d'un pays démocratique nouvellement établi.

Les famines peuvent souvent conduire à des transitions encore plus grandes ou ne pas les faire fonctionner. Des problèmes en Afrique tels que la famine éthiopienne entre 1984-5 ne devraient pas devenir la norme, même si l'Éthiopie est toujours contrôlée par un pouvoir communiste. L'incapacité de démocratiser cette région en créant des approvisionnements alimentaires sûrs déstabilisera l'ensemble du continent africain. Les rebelles ont déjà pratiquement déclaré la guerre au RDPE, peut-être il faudrait les aider ? Le Zaïre exhorte l'ONU à approuver un budget d'urgence pour une intervention humanitaire immédiate si la situation s'aggrave.

Sources :

<https://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/czaire.htm>